TRAVERSÉES

États Généraux de la Psychanalyse : questions de fondements

III

ALLERS - RETOURS, re-fondation permanente

Corinne Daubigny

Résumé

Le développement actuel du mouvement des États Généraux, avec ses conflits internes, à la lumière des écrits de René Major sur la fondation : comme un commentaire vivant de *De l'élection*.

Le conflit entre "mouvement horizontal" et "institution verticale" comme manifestations dynamiques de possibles dérives idéologiques, des "filiations insignifiantes" aux "délires généalogiques".

Le paradoxe contenu dans l'Appel est au contraire appel à traverser / travailler / analyser l'archéologie du politique, au bénéfice d'une dynamique de retrait du nom propre, nécessaire au développement d'une "éthique rationnelle". L'histoire d'Helena Besserman Vianna y fait encore paradigme.

Remarques finales sur les limites de la prétention au fonctionnement démocratique formel dans les institutions analytiques, et sur les dispositifs qui, dans le mouvement des EGP, sont aujourd'hui prometteurs d'une mémoire de l'Exil et d'un possible processus permanent de re-fondation.

Comment comprendre les enjeux de ce passage, sur fond d'appel paradoxal, du non-institutionnel à l'institutionnalisation plurielle et relative ? Nous chercherons dans vos écrits, René Major, à la lumière de ce que nous en vivons, ce que vous avez pu tenter d'y imprimer- je peux bien m'adresser par écrit devant tous à René Major, puisque, par le miracle du Net, il est comme parmi nous.

Traversons d'abord le livre *De l'élection*ⁱ

Chapitre 1 : "*la fondation*". Commençons presque au hasard :

"[...] *D'où le dilemme irrésolu qui se perpétue dans la double contrainte : et de réclamer un Maître et de n'en supporter aucun.*" (*Op. Cit.* p. 29).

Dilemme, en effet. *Surtout pour le père* (symbolique) ou le fondateur ! Car **le** politique oscille lui-même "*alternativement de la filiation insignifiante au délire*

généalogique" (*Ibid.* p. 35) - comme, ici et maintenant pour les EGP, entre les représentations "l'horizontales-démocratiques" et "verticales-aristocratiques", si elles étaient poussées à l'extrême.

À ce dilemme, remarquez-vous, les hommes trouvent "une solution" - fausse, évidemment, et c'est un symptôme - : le retrait du social, l'apathie politique et la non-communication virtuelle par Internet, qui nous dépouillent, annoncez - vous, "*du rapport singulier à l'autre*" (*ibid.*, p. 27).

Entendu ainsi, le rapprochement est troublant entre ce qui agite nos associations aujourd'hui et ce que vous annoncez comme nécessaire presque vingt ans plus tôt.

Mais d'où vient ce dilemme (avoir un Maître et n'en vouloir aucun) ?

De l'Autre scène, dites-vous (et cela s'entend, mais d'autres interprétations sont peut-être possibles), la scène originaire : celle du meurtre du Père de la Horde, de la société des frères, etc., de toute "*archéologie du politique*" que Freud nous a engagés à explorer.

De le savoir, enfin de nous apprêter à le redécouvrir, fonderait une "*psychanalyse politique*" susceptible de définir "*une société d'hommes raisonnables*" (*Ibid.* p. 28). Du moins vous vous posez la question des conditions de possibilité d'une telle société.

Même si vous ne parliez pas spécifiquement des sociétés psychanalytiques, mais de la société en général, on serait tenté de penser que cette possibilité (d'une société d'hommes raisonnables) serait suspendue à la seule condition que les hommes s'engagent à analyser les fondements inconscients de leurs comportements politiques - au sein d'une association de psychanalystes, par exemple, ou dans des associations comportant des analystes.

Non pas : les conditions en sont d'abord, selon vous, à chercher dans le temps de la fondation, du côté du destin réservé au "nom propre" du fondateur.

Or, pour répondre *par avance* à la double contrainte ordinaire ou au dilemme énoncé plus haut, on imagine bien qu'un père, ou un fondateur, s'avise d'*annoncer* - et pas seulement dans le discours - ce paradoxe : "*Je serai votre maître et vous n'en aurez pas*". Est-ce à dire, pour plagier Lacan, qu'un bon père est un père mort ?

Pas vraiment (pas *vraiment* mort) : cela dépend comme on l'entend. Mais, à coup sûr, à la double contrainte imposée par ceux qui réclament un maître (et n'en veulent aucun) répond par avance une autre double contrainte, un appel paradoxal du fondateur. Vous le dites clairement : "*le jeu politique est d'emblée un jeu d'écriture. Il arrime le sujet à une double contrainte. Il l'institue comme sujet de la croyance, du transfert, de la duperie*" (*Ibid.* p. 24) - vous parlez ici des systèmes symboliques fondateurs du politique, en particulier les mythes d'origine.

Comment entendre cet appel paradoxal (du type : *Je serai votre maître et vous n'en aurez pas*" - ou encore : "*Moi, le père, je fonde ce lieu où je ne serai pas*") ? Est-il de nature à "*libérer*" par avance les hommes du dilemme ("*Je l'assume, et vous apprendrez ainsi à faire sans Maître*"), ou de nature à *l'induire*, et à renforcer alternativement à l'extrême les deux dérives antinomiques et symétriques les plus folles du politique (du déni au délire de filiation) ? Autrement dit, cette oscillation entre filiation insignifiante et délire généalogique, l'auriez-vous *induite* par votre Appel qui vous instituait comme fondateur tout en programmant votre désistance - plutôt vécue par certains comme abandon anticipé ? Auriez-vous, par quelque psychodrame volontaire ou non, précipitant le transfert et la répétition, réussi en quelque sorte à nous inoculer le mal, *par avance le malaise*, pour nous en vacciner par la traversée de l'Autre scène - à nos risques et périls puisque rien ne nous contraignait à répondre à cet Appel ?

À vous lire, je trouve quelque réponse : tout dépend comme on entend cet appel - de la manière dont nous l'avons interprété et dont nous l'interpréterons par la suite.

Vous distinguez en effet deux "*logiques du nom propre*" (*ibid.* p. 173 sqq.), et tout particulièrement du nom propre du fondateur :

— "*la logique d'un retrait du nom d'une système de signification*", un retrait qui fait trace - et ce serait par exemple la logique de la place de Freud par rapport à la psychanalyse. Ce retrait conserve au nom sa fonction discriminative ;

— "*la logique de l'effacement du nom propre*" (comme dans l'idéologie qui prend pour référent le nom propre privé de son référent), logique qui se mue en une

logique de l'effacement de cet effacement, comme dans la logique du délire d'élection. Dans l'idéologie, ce sont les significations imaginaires du nom qui envahissent le système de significations, les modes de pensée. Le nazisme hitlérien est la forme la plus manifeste de cette logique, mais vous trouvez une logique similaire dans le stalinisme ou l'idéologie de la démocratie américaine. Dans cette logique s'affirme le rejet du nom du père institué et du père réel, en faveur du père adopté, idéalisé.

La chute paradoxale de votre Appel peut donc recevoir plusieurs interprétations. Trop se seront empressés et s'empresseront encore d'y voir l'annonce de votre disparition réelle, de votre suicide institutionnel ou l'auto-effacement de votre nom propre, trop heureux de s'approprier une idéologie anti-hiérarchique ou, tout au contraire, d'entrer dans une prestigieuse filiation - celle des "Meilleurs-Majeurs". Alors qu'il ne devrait être question que de la "logique de retrait".

Mais en quoi consiste-t-elle ? Et ne vous invitait-elle pas à "*faire semblant de faire semblant*" (*ibid.* p. 42), comme on le fait ordinairement au psychodrame, acte que vous qualifiez d'acte analytique par excellence, afin que nous puissions faire l'expérience de ces folies projectives - puisqu'il faut bien qu'elle se déploie, l'Autre scène, dans nos récits ou nos romans sur l'origine ?

En ce cas, nous dirons qu'*il nous fallait traverser Ça*.

Quoique je me sois demandée si l'Autre scène ne se déployait pas déjà suffisamment pour nous dans la geste à l'œuvre à partir de l'histoire vécue et rapportée par Helena et par vous - ceux qui répondent encore à cet Appel s'y trouvent, chacun à sa mesure, associés. C'est à mon sens un trait par lequel cette histoire conserve, je le répète encore et pour une nouvelle raison, son caractère paradigmatique. En effet, est-ce que l'Autre scène ne s'*actualise* pas dans l'Histoire de manière incommensurablement plus violente qu'aucun récit sur la supposée "humanité primitive" (récit qui en regard de ce qui se produit chaque jour n'est qu'un conte de fée pour bibliothèque rose et savants Cosinus), quand il s'agit par exemple de l'extermination d'une partie d'un peuple par une clique au pouvoir ? Est-ce que cela, pour élargir la question, n'explique pas l'actuel farouche désir de fraternité, cette vague de "*frérocité*" pour parler comme Jacques Derrida, et son déferlement informatif, oscillant entre l'appel super-démocratique au mouvement de masse

mondial (comme cela s'est vu contre la guerre en Irak) et à l'organisations de réseaux terroristes par d'on-ne-peut-plus aristocratiques candidats aux divers Panthéon des martyrs ?

Mais il semble que vous ayez proposé un temps propice au "retrait" fondateur, un temps de retraite, comme temps préalable et nécessaire à la fondation, comme pour produire précisément un écart d'avec la Scène des origines ; pour instaurer l'écart entre l'origine et le commencement. Comme si le "*retrait*" devait selon vous être *mis en scène* dans l'acte de fondation.

"Il n'y a pas de fondateur qui ne soit étranger à la fondation qui s'autorise de son nom, (Ibid. p. 12)" ; "une fondation ne suffit pas, l'histoire commence, dit-on, par un meurtre (Ibid., p. 23)".

Et vous commentez la représentation des deux Moïse de Freud, le Moïse Égyptien de l'Exil et le Moïse madianite du peuple élu : "*Montrant que la fondation est toujours seconde, [Freud] délie la fondation du fondateur et délie le lien qui relie en ne fondant aucune identité*"(Ibid. p. 60).

Le Moïse Égyptien, l'homme du Passage, le passeur par excellence, l'étranger à ce qu'il fonde, est celui qui transmet la figure *du "sans nom et sans visage"*, qui dites-vous, *est "la condition de possibilité de la reconnaissance d'autrui"* (Ibid. p. 52), laquelle se fonde ainsi sur *"une éthique du non-propre"*, comme éthique de la non-identité à soi du sujet et, probablement aussi, comme éthique de non appropriation.

Aussi par votre retrait fondateur, vous en appelez explicitement à plus-d'Un, à une possible diversification du mouvement, vous engageant à une possible dés-appropriation de ses suites, qui pourtant pourraient aussi bien se réclamer de cet Appel.

Ce retrait annonçait nécessairement un deuxième temps, celui que nous vivons : celui de l'institutionnalisation (ou *des* institutionnalisations). Heureusement, dirai-je, la traversée s'est bien déroulée puisque les fantasme parricides, filicides, fratricides, etc., ont trouvé à se déployer de manière assez magistrale. Et nous voilà dans un temps à nouveau redoutable qui ne peut qu'attiser notre curiosité : car si vous porter dignement le costume de l'étranger en Exil, et si vous savez fort bien incarner la colère de Moïse brisant les Tables de la Loi, plus d'un se demandent comment

vous pourrez vous conduire en Terre Promise à l'heure où vous risquez d'avoir à vous transformer en Moïse madianite; autrement dit on se demande bien comment vous allez déjouer le piège de l'élection !

Quoique la réponse soit largement engagée par le texte fondateur de l'Institut des Hautes Études en Psychanalyseⁱⁱ, qui se distingue déjà par plus d'un trait des associations de psychanalystes : non constitution de cursus de formation d'analystes, *plus d'une* discipline, donc *plus d'un nom* ; *plus d'une* institution puisque participeront des chercheurs et universitaires engagés ailleurs, non pérennité des directeurs de recherche, temps réservés aux controverses et aux forums, etc. Façons multiples de garantir la place de l'Autre, de l'étranger, et le rapport à l'Autre, qui se résument en un mot : "transversalités" - ou si l'on préfère dispositifs de ... *traversées*.

C'est que le retrait ne signifie pas disparition anticipée ; il est fait pour faire trait ou démarcation, de sorte que la fondation n'appartienne pas en propre au fondateur, bien que marquée de sa réelle histoire. C'est ainsi que la Psychanalyse n'appartient pas à Freud, mais porte la marque de son histoire réelle et subjective parce qu'il accepta d'en être traversé ; ce qui nous fonde à sans cesse la réinventer et en poursuivre le mouvement par de similaires traversées. De manière, pourrait-on dire peut-être, à mettre la division du sujet au service de l'approche de l'Autre, c'est-à-dire au service de ce que vous nommez "une éthique rationnelle".

C'est bien exceptionnel, je m'en rends compte à présent, qu'un homme produise par avance la théorie d'une fondation qu'il aie loisir - si j'ose dire - de mettre en œuvre lui-même (mais pas seul), et c'est un exercice extrêmement périlleux et courageux de mise en accord de sa pensée, de sa parole et de ses actes. Cela vous vaut le procès particulièrement injuste - et j'ai été moi-même au bord de vous l'intenter - de vous contredire et de vous trahir vous-même. Il est compréhensible qu'il en soit ainsi, tant l'entreprise est difficile et délicate, les enjeux considérables et les violences qu'elle peut susciter, difficiles à raisonner. Et d'autant plus si se vérifie, comme il semble, que *"Le politique est la scène où la division de la communauté, reproduisant la division du sujet, se représente comme une impossible unité"* (*Ibid*, p.35).

Sur ces mots pourrait et devrait peut-être prendre fin ma réflexion, puisqu'il apparaît clairement que la "solidarité" appelée par Helena est celle-là même qui vise à

conjuré cet impossible en comprenant davantage les sources, à assumer par avance le malaise nécessaire à notre entreprise - ce que j'aurai tenté de faire ici, par cette invitation à la dialectique et aux traversées.

Je voudrais néanmoins ajouter pour finir quelques remarques sur le fonctionnement des États Généraux de la Psychanalyse, tels qu'ils sont, et tels qu'ils peuvent alors se dessiner.

Au sein de notre association française se construisit un petit groupe, d'ailleurs pour partie affilié à l'association de Buenos-Ayres et à une autre association française de psychanalystes, au départ sans objet spécifique, sinon, à l'occasion de la préparation du congrès de Rio, de refléter une image du mouvement en se faisant le champion de l'"accessibilité", du fonctionnement démocratique et de l'ouverture. Ses principales cibles furent d'ailleurs d'abord axées contre les fondateurs du mouvement, accusés de n'avoir pas donné un tour assez démocratique aux congrès 2000 - trop cher, trop organisé autour des "barons", etc.

J'ai participé aux premières réunions du groupe - par goût pour la démocratie -, mais j'ai dû le quitter, trouvant ma position de psychanalyste bientôt mise à mal. Mais je suis redevable à ce groupe de m'avoir permis d'éprouver certaines choses concernant les rapports ou le mélange de la psychanalyse à la démocratie : c'est un mélange explosif à manier avec précaution - et c'est une expérience intéressante quand on est psychanalyste et démocrate, ce que je suis. Je n'avais connu auparavant de telles expériences de ce mélange, d'ailleurs très positives, que dans des lieux de soins, et j'ai eu souvent l'occasion d'en initier. Mais ce furent des expériences très différentes car dans un lieu de soin ce qui prime, en dernier ressort, c'est la psychanalyse : rien ne peut être entrepris qui puisse remettre en cause les possibilités d'une cure de quelque personne que ce soit, tant du côté des patients que du personnel soignant. Au contraire, ce que j'ai vu tenter de mettre en place au sein de l'association (ou plutôt d'abord au sein *d'autres lieux* désireux de faire incursion dans notre association), c'est *avant tout* un principe de fonctionnement calqué sur le principe de la démocratie syndicale. Ce que j'en dirai représente bien sûr ce que j'en ai perçu, et comporte une part de subjectivité.

La revendication du "droit égal pour tous" pouvait conduire tel ou tel à contester radicalement les dispositifs de travail collectifs usuels des psychanalystes - il est même arrivé que son exercice libéral soit mis en cause par la revendication de "la séance à cinq euros", par exemple (séances ultra-courtes, peut-être ?) - et à tenter d'imposer des procédés étonnants interdisant tout d'abord de poser quelque cadre de parole, de travail ou d'écriture que ce soit. - excepté le partage équitable de la parole : c'est pourquoi de nombreuses séances, au début du groupe, et pendant plusieurs mois, ne firent qu'énumérer les sujets possibles, qui changeaient selon les personnes présentes, lesquelles ne s'engageaient nullement à revenir.

Cette démocratie, à ses débuts tout du moins, se rebellait devant l'existence de "groupes fermés" constitués par cooptation (sous entendu : "*pourquoi on ne m'accepte pas moi, de quel droit ?*"), alors que c'est un dispositif indispensable pour les psychanalystes et pour les chercheurs, et à plus d'un titre - il semble néanmoins que nous ayons pu faire entendre que, d'un point de vue démocratique, il fallait accepter qu'existent des formes de travail autres que celle de ce groupe.

Par ailleurs, la confusion entre l'espace de la cure (ou ce qu'on croit qu'il est) et l'espace institutionnel conduit à affirmer le droit de tout dire et de tout écrire, assorti de l'exigence d'être systématiquement publié sur le net. Cela autorisa par exemple :

— tel membre du groupe non affilié à l'association, et convaincu de la qualité psychanalytique de sa parole à lancer des contrevérités attaquant l'association lors d'un congrès international en déclarant l'association "moribonde" (ainsi la "traversée" s'est bien déroulée..) quand elle prenait son essor - et c'était son droit, selon cette personne, puisqu'elle le disait "en son nom propre", et puisqu'elle le pensait... ;

Telle autre à énoncer des contrevérités démagogiques de nature à attaquer injustement les psychanalystes en exercice jusque dans un argument de groupes de travail : comme l'idée que seuls des psychanalystes de banlieue s'occupent des jeunes de la DASS ! ;

puis à prétendre interdire quelque demande de rectification que ce soit de ce type d'arguments (accusations en ce cas de censure), donc à engager l'institution dans ses propres manquements ;

telle autre, à confondre correspondance privée et écrit public en publiant sur des sites amis - dont l'un est du site de notre mouvement - un mail à diffusion limitée sans l'autorisation de l'auteur ;

...et j'en passe.

Ces procédés, presque anodins pris séparément, pouvaient, par leur caractère candide, dénué de toute gêne et *systématique*, déstabiliser, provoquer des réponses maladroités, et des réactions en chaînes détestables.

Bien sûr, l'usage de la discussion permet de tempérer cette fougue contestataire, mais il me semble qu'il ne s'agit pas là seulement des apories et des limites propres à la démocratie, dont j'ai parlé précédemment, ni de ces dérives idéologiques telles que René Major les avait anticipées.

Il faut dire de plus, quitte à choquer, que si la psychanalyse ne peut exister que dans des sociétés suffisamment démocratiques, le principe politique de la démocratie formelle n'est pas applicable *à la lettre* aux sociétés analytiques pour des raisons qui tiennent à leur nature. Pire la présence de psychanalystes et d'analysants dans des groupes ainsi constitués (bien que des groupes réunissant des analystes et des analysants soient viables) mène à outrepasser les règles usuelles des échanges écrits et verbaux, *en détruisant à la fois le cadre des échanges citoyens normalement emprunts de civilité et le cadre de la cure*, spécialement construit pour dire ce qui précisément ne saurait pas se dire n'importe où et à n'importe qui. En résumé, pour reprendre un mot de René Major : "*on ne peut pas prendre le monde pour divan*". Le principe de non-hiérarchie était ici converti en principe d'absence de cadre (non distinction de l'intérieur et de l'extérieur, du privé et du public, du subjectif et de l'objectif, etc.). De plus il apparaissait que l'utilisation du net décuplait l'appétit démagogique, l'effacement dérèistrique entre le possible ou l'imaginaire et le réel, la pseudo communication hors des effets de rencontres réels, l'inflation des fantasmes et de l'agressivité, chacun abrité derrière son écran d'ordinateur. La multiplicité des textes, des annonces, leur juxtaposition désordonnées sur le site a pu un certain temps ne refléter aucune vie relationnelle réelle au sein du groupe, aucun travail collectif, sinon l'accumulation des doléances et revendications.

Bien sûr, en réalité, cette forme de "droit d'expression" égal pour tous ne dérive en rien de la cure ; et si la cure se réduisait à l'obéissance à la règle fondamentale, on pourrait dire, hélas, qu'elle participerait au délitement général du lien social.

Peu à peu quelques personnes, plus expérimentées dans le domaine de la vie institutionnelle, ont pu s'engager dans le groupe et commencer d'y conduire un certain travail, comme s'il fallait passer par une période d'apprentissage. Mais il fallait davantage et les "cadres" élus par l'assemblée générale (le CA) ont dû s'investir pour remédier à ces excès ; cela comportait le risque que les dits cadres tombent évidemment dans les excès inverses - et je ne jurerais pas que ce ne soit jamais arrivé.

Il nous faut donc inventer empiriquement des dispositifs et des cadres *qui restaurent la sociabilité* et permettent à des composantes différentes et opposées de s'exprimer - comme les rencontres, ou encore ce que nous tentons actuellement de faire également par le biais du site, en particulier par le système de la double Revue, l'une obéissant à des principes plus "horizontaux", et l'autre à des principes plus "verticaux". Nous tentons également d'organiser de véritables espaces de discussion sur le net pour les groupes de travail et hors des groupes.

Probablement devons-nous apprendre à travailler avec les deux dimensions de la "verticalité" et de "l'horizontalité", correspondant à deux tendances qui doivent pouvoir se limiter et se canaliser. Bref il nous faut risquer et assumer le désaccord - dans les strictes limites où il ne vise pas le meurtre d'âmes.

Il me semble que notre chance principale est ce soin qui a été mis par les fondateurs du mouvement à envisager dès le départ une pluralité de cadres, de lieux et d'instances, plaçant nos démarches sous le triple signe de la pluralité (ou du non-identique), de la temporalité (non-pérennité), et de la transversalité, c'est-à-dire de l'accueil de l'étranger, des traversées possibles entre les lieux, les instances, les disciplines, les associations.

En ce sens, le triple dispositif - congrès-associations-IHEP, me paraît nécessaire et salutaire, dans la mesure où il permettrait de véritables échanges entre ces lieux en termes de rencontres et de travail, comme autant de traversées possibles

aller-retour entre l'Exil et la Terre Promise - (comme la possibilité de poursuivre par le biais du site de l'association les controverses engagées au sein de l'IHEP).

Car si l'IHEP est à même d'assumer de poser à nouveau la question "*Pourquoi la guerre ?*" et d'en débattre avec nous, cela invite bien entendu à ce que nous soyons, nous, les amis des EGP, à même se songer à y répondre en pensée, en paroles et en actes, "*more psychanalytico*", en nous mêmes et entre nous.

Allers-retours, retours-allers : comme dans un mouvement de re- fondation permanente. La dimension du retour réflexif, de la mémoire, de l'examen de conscience et d'inconscient sont essentiels, mais c'est toujours pour discerner à travers les prises de conscience d'aujourd'hui les prémisses possibles de lendemains différents, pour l'humanité et pour la psychanalyse.

ⁱ René Major, *De l'élection*, Paris, Aubier, 1986

ⁱⁱ IHEP, *Texte fondateur*, disponible sur le site des Amis des États Généraux, <http://www.etatsgeneraux-psychanalyse.net/IHEP.html>